

المملكة المغربية
Royaume du Maroc



وزارة الفلاحة والتنمية القروية والصيد البحري
Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Pêches Maritimes

N°/DE

Rabat le

CODE DE PROCEDURES

*Pour l'obtention de l'autorisation d'exercice
de l'activité d'élevage avicole et de couvaison*

DIRECTION DE L'ELEVAGE

OCTOBRE 2006

S O M M A I R E

| | |
|--|---|
| INTRODUCTION..... | 3 |
| <u>I - CONDITIONS D'OCTROI DE L'AUTORISATION D'EXERCICE DES ACTIVITES D'ELEVAGE AVICOLE ET DE COUVAISON</u> | |
| A - Bases légales et réglementaires..... | 4 |
| B – Terminologie | 4 |
| <u>II - MODALITES PRATIQUES DE L'OCTROI DE L'AUTORISATION D'EXERCICE</u> | |
| a- Dépôt du dossier..... | 6 |
| b- Conditions requises pour l'octroi de l'autorisation..... | 7 |

ANNEXES

| | |
|--|-----------|
| • <i>Modèle n°1 : Demande d'autorisation de l'exercice d'activité d'élevage avicole et de couvaison.....</i> | <i>12</i> |
| • <i>Modèle n°2 : Contrat d'encadrement et de suivi sanitaires.</i> | <i>13</i> |
| • <i>Modèle n°3 : Registre de suivi sanitaire spécifique aux élevages de reproducteurs.....</i> | <i>15</i> |
| • <i>Modèle n°4 : Registre de suivi sanitaire spécifique aux couvoirs.....</i> | <i>20</i> |
| • <i>Modèle n°5 : Registre de suivi sanitaire spécifique aux élevages de volailles de type chair.....</i> | <i>25</i> |
| • <i>Modèle n°6 : Registre de suivi sanitaire spécifique aux élevages de poules ponduses.....</i> | <i>29</i> |
| • <i>Modèle n° 7 : Autorisation de l'exercice d'élevage avicole ou de couvaison.....</i> | <i>33</i> |

INTRODUCTION

Dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions de la loi 49/99, relative à la protection sanitaire des élevages avicoles, au contrôle de la production et de la commercialisation des produits avicoles et de ses textes d'application qui constituent le cadre réglementaire régissant les différentes activités avicoles et afin de permettre à l'ensemble des intervenants dans ce secteur de disposer de procédures pratiques leur permettant de se mettre en conformité auxdites dispositions, notamment en matière d'installation, d'équipement et de fonctionnement des unités d'élevage avicole et de couvaision, la Direction de l'Elevage a élaboré le présent code de procédures pour l'obtention de l'autorisation d'exercice des activités d'élevage avicole et de couvaision.

Ce code qui est un outil descriptif basé sur un référentiel défini par la loi, a pour objet de formaliser la méthode de contrôle de conformité des élevages avicoles et des couvoirs et de définir les conditions requises et les modalités pratiques nécessaires pour l'obtention de l'autorisation aussi bien pour les nouvelles installations d'élevages avicoles et de couvaision que pour les unités existantes à la date de publication des textes d'application de la loi et pour lesquelles ses dispositions entreront en vigueur le 20 avril 2007.

Concernant les unités existantes :

Toute personne physique ou morale exerçant l'activité d'élevage avicole ou de couvaision doit prendre attache dans l'immédiat avec le service vétérinaire local pour la mise en conformité de sa ou ses unité(s) afin de bénéficier d'une autorisation d'exercice de l'activité avicole avant la date butoire du 20 avril 2007.

Concernant les nouvelles unités :

Les modalités d'obtention de l'autorisation d'exercice de l'activité d'élevage avicole ou de couvaision pour les nouvelles installations sont définies au chapitre II (page 6). Cependant et afin de permettre aux investisseurs d'initier l'installation de leurs unités et d'obtenir les autorisations de construction auprès des communes, les services vétérinaires locaux donneront un accord de principe d'une durée de trois mois. Cet accord précise le respect des distances prévues par l'arrêté du Ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et des Pêches Maritimes n° 2129-05 du 15 décembre 2005 fixant les distances minimales à respecter entre une ferme d'élevage avicole et une autre, ou entre une ferme d'élevage avicole et un couvoir ou entre deux couvoirs. Cet accord peut être renouvelé sur production de justificatifs de l'état d'avancement de la réalisation du projet.

Le document, objet de cet accord, fera partie du dossier déposé à la commune pour l'obtention du permis de construire.

I - Conditions d'octroi de l'autorisation de l'exercice des activités d'élevage avicole et de couvaion

A - BASES LEGALES ET REGLEMENTAIRES

- Loi n° 49-99 relative à la protection sanitaire des élevages avicoles, au contrôle de la production et la commercialisation des produits avicoles, promulguée par dahir n° 1-02-119 du 1 rabii II 1423 (13 juin 2002).
- Décret n°2-04-684 du 27 décembre 2004 pris pour l'application de la loi n° 49-99 relative à la protection sanitaire des élevages avicoles, au contrôle de la production et la commercialisation des produits avicoles.
- Arrêté du Ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et des Pêches Maritimes n° 2124-05 du 15 décembre 2005 fixant les pièces composant la demande d'autorisation pour l'exercice des activités d'élevage avicole, de couvaion d'œufs, de transport et de distribution de volailles vivantes ainsi que pour la création de centres d'emballage ou de transformation d'œufs, d'abattoirs avicoles, d'établissements de découpe, de transformation, de conditionnement, de congélation des viandes et la commercialisation desdites viandes et œufs de consommation.
- Arrêté Ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et des Pêches Maritimes n° 2125-05 du 15 décembre 2005 fixant les exigences sanitaires auxquelles doivent satisfaire les poussins d'un jour commercialisés.
- Arrêté du Ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et des Pêches Maritimes n° 2126-05 du 15 décembre 2005 fixant la forme et le contenu du registre de suivi sanitaire des élevages avicoles et des couvoirs.
- Arrêté du Ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et des Pêches Maritimes n° 2127-05 du 15 décembre 2005 fixant les exigences sanitaires et hygiéniques communes et spécifiques auxquelles doivent répondre les locaux, les équipements et le fonctionnement des élevages avicoles et/ou des couvoirs.
- Arrêté du Ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et des Pêches Maritimes n° 2129-05 du 15 décembre 2005 fixant les distances minimales à respecter entre une ferme d'élevage avicole et une autre, ou entre une ferme d'élevage avicole et un couvoir ou entre deux couvoirs.

B – TERMINOLOGIE AVICOLE

* « **Elevage avicole** » : élevage de poules, dindes, canards, oies, pintades, cailles, pigeons, faisans, perdrix et autruches et toutes espèces tenues en captivité en vue de leur reproduction, de la production de viande, d'œufs de consommation et d'œufs à couvrir et dont l'effectif par bande dépasse 500 volailles.

* « **Détenteur du registre de suivi sanitaire** » : toute personne physique ou morale qui a la garde, à titre permanent ou temporaire, de la tenue du registre de suivi sanitaire des élevages avicoles/couvoir.

* « **Poussins dits d'un jour** » : toutes les volailles âgées de moins de 72 heures, non encore nourries, dont les types:

- « type chair »;
- « type ponte »;
- reproducteurs « type chair » et « type ponte »;
- grands parentaux « type chair » et « type ponte »;
- * « **Lot de poussins** » : ensemble de poussins de même souche et du même âge provenant du même couvoir.
- * « **Clôture** » : barrière physique d'une hauteur minimale de 1,5 m entourant l'unité d'élevage ou le couvoir permettant d'empêcher le passage des individus et des animaux.
- * « **Autoluve** » : Bassin contenant une solution désinfectante qui permet la désinfection des roues des véhicules, situé à l'entrée de l'unité.
- * « **Pédiluve** » : Récipient fixe ou mobile placé à l'entrée du bâtiment contenant une solution désinfectante qui permet la désinfection des bottes par trempage.
- * « **Fosse à cadavre** » : Fosse bétonnée disposant d'un couvercle à fermeture hermétique et dont les dimensions sont définies en fonction de la capacité d'élevage.
- * « **Incinérateur** » : dispositif visant à brûler les cadavres et déchets par combustion complète réalisée à une température adéquate.
- * « **Vide sanitaire** » : Période séparant deux bandes consécutives et commençant après les opérations de lavage, de nettoyage de désinfection et de dessèchement des locaux. Sa durée minimale est de 20 jours.
- * « **Bande de volailles** » : Représente l'unité de production constituée par des animaux de même espèce, du même âge et élevés dans une même ferme d'élevage.
- * « **Couvoir** » : Etablissement dont l'activité consiste à l'incubation et l'éclosion d'œufs à couver (O.A.C.).
- * « **Elevage de reproducteurs** » : Ferme d'élevage avicole dont l'activité consiste à produire des œufs à couver.
- * « **Œufs à couver** » : Œufs produits par des volailles reproductrices destinés à l'incubation.
- * « **Déchets animaux** » : les cadavres, carcasses, parties d'animaux ou les produits d'origine animale non destinés à la consommation humaine directe.
- * « **Déjections animales** » : excréments solides et/ou liquides provenant d'une unité de production animale, mélangés ou non à une litière.
- * « **Fumier** » : mélange de déjections animales solides et liquides avec la litière, ce mélange contient moins de 85% d'eau ou plus de 15% de matière sèche.
- * « **Lisier** » : mélange de déjections animales solides et liquides sans litière. Ce mélange contient généralement les eaux de lavage des bâtiments d'élevage. Il contient plus de 85% d'eau ou moins de 15% de matière sèche.
- * « **Litière** » : matière végétale mélangée avec des déjections animales (solides ou liquides).
- * « **Déchets des couvoirs** » : les œufs « clairs » ou stériles, les embryons morts, les coquilles d'œufs et les poussins invendables.

II - Modalités pratiques de l'octroi de l'autorisation d'exercice

a- Dépôt du dossier

La demande d'autorisation doit être déposée auprès des services vétérinaires locaux relevant du Ministère chargé de l'Agriculture contre accusé de réception.

Cette demande (modèle n° 1 en annexe) doit, obligatoirement, être accompagnée d'un dossier comportant, selon l'activité, les pièces suivantes :

- Déclaration sur l'honneur, légalisée, précisant les distances avec les plus proches établissements à activité avicole ;
- Un contrat d'encadrement sanitaire établi avec un vétérinaire privé muni du mandat sanitaire (modèle n° 2 en annexe) ;
- Documents justificatifs indiquant la propriété des locaux ou un contrat de bail enregistré, en cas de location ou tout autre document administratif justifiant l'exploitation de l'unité ;
- Un document contenant : un plan de situation à l'échelle de 1/1000 indiquant l'emplacement des locaux et la délimitation de l'établissement ainsi qu'un plan de masse de l'ensemble de l'établissement, à l'échelle de 1/100 à 1/300 selon la taille des locaux, indiquant la disposition des locaux de travail avec leurs dimensions en mètre, des locaux à usage du personnel et le plan d'évacuation des eaux résiduelles ;
- La liste des équipements et du matériel utilisés ;
- Un bulletin d'analyses chimiques et bactériologiques de l'eau qui relate sa qualité et éventuellement les traitements à apporter ou à défaut, une attestation de raccordement au réseau public;
- Le plan de nettoyage et de désinfection des locaux et matériels;
- Le plan de lutte contre les animaux nuisibles.

Sur la base de la demande et du dossier, une commission désignée par le chef du service vétérinaire local, composée d'un vétérinaire et d'un zootechnicien, effectuera une visite d'évaluation des conditions sanitaires et hygiéniques des unités en question et ce, dans les dix jours qui suivent le dépôt de la demande.

A l'issue de cette visite, la commission statue sur l'attribution ou non de l'autorisation demandée. En cas de réponse négative, les motifs doivent être notifiés au demandeur dans un délai ne dépassant pas 15 jours à compter de la date de la visite sanitaire.

Dans le cas où les conditions sanitaires et hygiéniques spécifiques exigées sont respectées, une autorisation portant un numéro (modèle 7 en annexe) est attribuée à l'établissement demandeur.

En cas de manquement à ces conditions, le Ministre chargé de l'Agriculture peut suspendre temporairement l'autorisation, en fixant un délai pour remédier à ces manquements. S'il n'est pas remédié aux manquements constatés dans le délai fixé, il sera procédé au retrait et à la radiation de l'autorisation de la liste des établissements autorisés qui sera publiée au bulletin officiel.

Par ailleurs et afin de s'assurer de la mise en œuvre de l'autorisation accordée aux établissements demandeurs, le service vétérinaire local procédera au contrôle et au suivi de l'exercice effectif de l'activité avicole dans ces établissements. En cas d'arrêt de cette activité, il sera procédé à l'examen des motifs de l'arrêt par une commission désignée à cet effet pour statuer sur le retrait ou le maintien de l'autorisation.

Tous les nouveaux travaux de construction, d'extension, d'aménagement modifiant notablement l'infrastructure, la capacité et le fonctionnement de l'établissement concerné doivent faire l'objet d'un avis préalable du service vétérinaire local.

Les unités objet de la demande d'autorisation doivent satisfaire les normes prévues par l'arrêté du Ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et des Pêches Maritimes n° 2129-05 du 15 décembre 2005 fixant les distances minimales à respecter entre une ferme d'élevage avicole et une autre, ou entre une ferme d'élevage avicole et un couvoir ou entre deux couvoirs.

Il est à préciser qu'afin de permettre aux investisseurs d'initier l'installation de leurs unités et d'obtenir les autorisations de construction auprès des communes, les services vétérinaires locaux donneront un accord de principe d'une durée de trois mois. Cet accord précise le respect des distances prévues par l'arrêté du Ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et des Pêches Maritimes n° 2129-05 du 15 décembre 2005 fixant les distances minimales à respecter entre une ferme d'élevage avicole et une autre, ou entre une ferme d'élevage avicole et un couvoir ou entre deux couvoirs. Cet accord peut être renouvelé sur production de justificatifs de l'état d'avancement de la réalisation du projet.

Le document, objet de cet accord, fera partie du dossier déposé à la commune pour l'obtention du permis de construire.

b- Conditions requises pour l'octroi de l'autorisation

Les établissements (couvoirs et exploitations d'élevage avicoles) feront l'objet de visites par une commission désignée par le chef du service vétérinaire local, afin de relever tout cas de non respect des conditions requises pour l'octroi de l'autorisation.

Exigences communes aux fermes d'élevages avicoles et aux couvoirs :

1) Les élevages avicoles et les couvoirs doivent :

- être entourés chacun d'une clôture avec un portail empêchant le passage des petits animaux et d'une hauteur minimale de 1 mètre et demi ;
- disposer :
 - ♦ d'un autoluve à l'entrée de l'unité et d'un pédiluve fixe ou mobile encastré à l'entrée de chaque bâtiment ;
 - ♦ d'un sas sanitaire à l'entrée de l'exploitation conçu en respectant la marche en avant et comprenant successivement de l'extérieur vers l'intérieur deux vestiaires, un, situé dans la partie sale et un, situé dans la partie propre séparés par des douches munies de portes. Ce sas sanitaire doit disposer d'un système d'évacuation des eaux usées ;
 - ♦ de toilettes munis d'un lavabo à l'intérieur de l'exploitation ;
 - ♦ d'un système de destruction des cadavres de volailles, qui peut être soit un incinérateur, soit une fosse à cadavres bétonnée avec une fermeture étanche ou tout autres moyens agréés par le Département de l'Agriculture ;
 - ♦ d'un programme de lutte efficace contre les rongeurs et les insectes ;
- être régulièrement nettoyés et désinfectés en utilisant des désinfectants agréés, et ce, selon un plan préétabli;

2) l'eau utilisée pour l'alimentation des élevages avicoles et des couvoirs doit répondre aux critères fixés par la norme marocaine n° 08.6.301 intitulée « code d'usage recommandé en matière d'hygiène pour la conception et le fonctionnement des couvoirs et des élevages de reproducteurs », homologuée par l'arrêté conjoint du ministre de l'industrie, du commerce et des télécommunications et du ministre de l'agriculture, du développement rural n°1737-03 du 12 septembre 2003. En cas d'utilisation d'une eau provenant d'un puits, le responsable de l'établissement doit faire procéder à un contrôle bactériologique et chimique de cette eau au moins deux fois par an après les premières pluies et pendant la période d'été.

Exigences spécifiques aux couvoirs

Outre les exigences communes citées ci-dessus, tout couvoir doit répondre aux exigences suivantes :

1) Le bâtiment du couvoir doit satisfaire aux dispositions prévues par la norme marocaine n° 08.6.301 susmentionnée.

2) comporter plusieurs salles distinctes dont l'agencement doit respecter le principe de la marche en avant en sens unique et sans croisement, dans l'ordre suivant :

- une première zone : comprenant successivement une salle de réception, de tri, de désinfection et de stockage des œufs;

- une deuxième zone comprenant une ou des salles d'incubation;

- une troisième zone comprenant une ou des salles de transfert et d'éclosion ;

- une quatrième zone comprenant une salle de tri, de préparation, de conditionnement et d'expédition des poussins.

- une cinquième zone comprenant au moins une salle de lavage et de désinfection du matériel.

3) Un sas sanitaire doit être prévu au niveau de la quatrième zone;

4) les différentes zones de travail doivent être physiquement séparées ;

5) les déchets, les détritiques de toute sorte et le matériel réformé ne doivent en aucun cas être entreposés autour du couvoir ;

6) l'ensemble du matériel du couvoir et les locaux doivent être régulièrement nettoyés et désinfectés avec un produit agréé par le Département chargé de l'agriculture. Les éclosiers doivent être nettoyés et désinfectés après chaque éclosion;

7) des combinaisons ou des blouses, des bonnets et des chaussures propres doivent être fournis à l'ensemble du personnel et à tous visiteurs du couvoir;

8) les emballages en carton d'œufs à couver ou de poussins ne doivent pas être réutilisés ; ceux fabriqués en matériaux permettant le nettoyage, le lavage et la désinfection peuvent être réutilisés après avoir subi ces opérations ;

9) l'introduction des insectes nuisibles doit être empêchée par l'installation de moustiquaires au niveau de toutes les ouvertures du couvoir.

Exigences spécifiques aux fermes d'élevages avicoles :

Outre les exigences communes citées ci-dessus, les fermes d'élevages avicoles doivent se conformer aux exigences suivantes:

1) - avoir des bâtiments :

♦ dont les matériaux de construction sont imputrescibles qui se prêtent au nettoyage, au lavage et à la désinfection;

♦ ayant un sol bétonné, cette exigence ne s'applique pas aux sols des fosses profondes ;

♦ ayant des murs latéraux d'une hauteur minimale de 60 centimètres;

♦ ayant des pignons (extrémités des bâtiments) en dur;

♦ ayant un plafond dur ou souple, les plafonds souples doivent disposer d'une double couverture couvrant de part et d'autre un isolant thermique inerte. La couverture extérieure doit être constituée d'une bâche tissée imperméabilisée, la couverture intérieure peut être en polyéthylène solide;

- ◆ ayant un sas de service;
 - ◆ disposant d'abords bétonnés avec une pente permettant le drainage des eaux de lavage et des eaux pluviales et d'une largeur minimale de 50 centimètres ;
 - ◆ disposant d'aires d'enlèvements dallées;
 - ◆ équipés d'un système d'évacuation des eaux de lavage de préférence fermé;
 - ◆ dont les ouvertures sont munies de filets ou de grillage, de manière à empêcher l'accès des oiseaux et des rongeurs dans les bâtiments d'élevage.
- 2) les fermes de poules pondeuses doivent avoir, entre autres, un local de stockage des oeufs à l'extérieur des bâtiments d'élevage et d'une aire de stockage des fientes issues de cette production. L'évacuation des fientes doit être réalisée par des camions étanches empêchant toute déperdition en cours de transport;
- 3) un vide sanitaire d'au moins vingt jours doit être pratiqué au niveau de chaque ferme, entre deux bandes successives à l'exception des fermes de production des œufs de consommation où le vide sanitaire peut être pratiqué au niveau de chaque bâtiment ;
- 4) dès l'enlèvement des animaux, le fumier doit être humidifié dans le bâtiment d'élevage avant son évacuation et les opérations de nettoyage, de lavage et de désinfection doivent être menées aussitôt ;
- 5) la présence d'autres animaux d'élevage doit être exclue au niveau de la ferme ;
- 6) le logement du personnel doit être isolé avec un accès propre de l'extérieur de la ferme.

Les bâtiments d'élevage de poulettes futures pondeuses ou reproductrices doivent être situés en dehors des fermes de production d'œufs de consommation et d'œufs à couver (Article 7 du Décret n°2-04-684 du 27 décembre 2004 pris pour l'application de la loi n° 49-99 relative à la protection sanitaire des élevages avicoles, au contrôle de la production et la commercialisation des produits avicoles).

Les élevages avicoles et les couvoirs doivent disposer d'un registre de suivi sanitaire (modèles 3,4,5 et 6 en annexes), conformément aux dispositions fixées par l'Arrêté du Ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et des Pêches Maritimes n° 2126-05 du 15 décembre 2005 fixant la forme et le contenu du registre de suivi sanitaire des élevages avicoles et des couvoirs.

Les œufs à couver doivent subir une première désinfection au niveau de la ferme d'élevage d'origine, dans un délai n'excédant pas 3 heures après la ponte. Les oeufs sales doivent être éliminés. Avant leur enlèvement, les œufs doivent être entreposés dans une salle carrelée, facile à nettoyer permettant leur stockage à des températures entre 15 et 18° C et une humidité relative entre 75 et 80 %.

Les couvoirs doivent être séparés par espèce de volaille et par filière (ponte et chair). Les accoueurs ne doivent commercialiser leurs poussins qu'aux éleveurs autorisés.

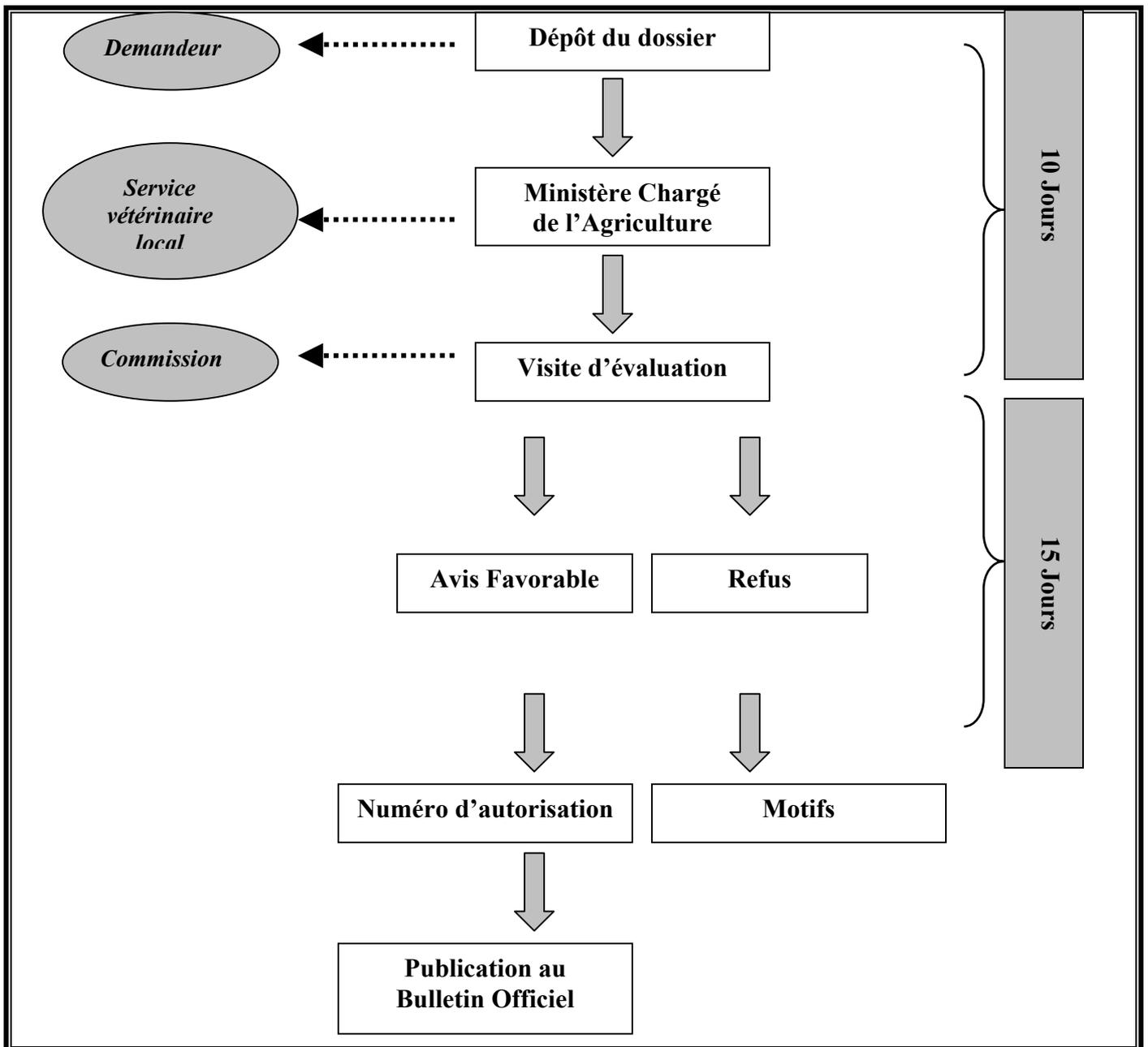
Un système de lutte contre les rongeurs doit être mis en place. A la demande des services de contrôle, le propriétaire est tenu d'apporter la preuve matérielle justifiant que ledit système est mis en oeuvre.

Le dépôt ou l'enfouissement de cadavres ou de déchets provenant des fermes d'élevage avicole et des couvoirs est interdit en dehors des lieux autorisés par l'administration à cette fin. Les cadavres de volailles doivent être éliminés par incinération ou par des moyens autorisés par l'administration, sans que cette élimination nuise à la population, aux établissements et à l'environnement limitrophes.

Le stockage et l'épandage des fumiers et des lisiers en vue de leur enfouissement doivent être réalisés sans que cela représente une nuisance ou un danger pour les habitants ou les établissements du voisinage ou pour l'environnement, les eaux de surface ou la nappe phréatique.

Le lieu d'épandage des fumiers ne doit être réalisé qu'à une distance minimale de 500 mètres de tout élevage avicole et couvoir à l'exception du fumier composté. Le fumier doit être humidifié dans le bâtiment d'élevage avant son évacuation et les opérations de nettoyage, de lavage et de désinfection des bâtiments doivent être menées aussitôt.

LOGIGRAMME



A N N E X E S

- *Modèle n°1 : Demande d'autorisation de l'exercice d'activité d'élevage et de couvaïson.....12*
- *Modèle n°2 : Contrat d'encadrement et de suivi sanitaires.13*
- *Modèle n°3 : Registre de suivi sanitaire spécifique aux élevages de reproducteurs
.....15*
- *Modèle n°4 : Registre de suivi sanitaire spécifique aux couvoirs.....20*
- *Modèle n°5 : Registre de suivi sanitaire spécifique aux élevages de volailles de type chair25*
- *Modèle n°6 : Registre de suivi sanitaire spécifique aux élevages de poules pondeuses
.....29*
- *Modèle n° 7 : Autorisation de l'exercice d'activité d'élevage avicole et de
couvaïson.....33*

MODELE N° 1

Nom et prénom du responsable:
N° de la C.I.N. :
Siège social :
Téléphone : GSM: Fax :
Registre de commerce :; N° de patente :
I.F. :; C.N.S.S. :

II – Personne physique :

Nom et prénom :
N° de la C.I.N. :
Téléphone : GSM: Fax :
Adresse :

III – Unité d'élevage/Couvoir

- Adresse :
- Dénomination :
- Nature de l'activité :
- Capacité de production :
- Capacité totale d'incubation :
- Capacité totale d'éclosion :
- Production moyenne de poussins/semaine :

IV- Annexes Ci-joints :

- Plan de lutte contre les animaux nuisibles.
- Liste du matériel et équipements utilisés.
- Plan de nettoyage et de désinfection.
- Déclaration sur l'honneur, légalisée, précisant les distances (pour les nouvelles unités).
- Contrat d'encadrement sanitaire.
- Documents justificatifs indiquant la propriété des locaux ou un contrat de bail enregistré.
- Plan de masse et un plan de situation.
- Analyses d'eau.

V- Engagement du demandeur

Je soussigné.....déclare avoir pris connaissance des dispositions de la loi n° 49-99 relative à la protection sanitaire des élevages avicoles, au contrôle de la production et la commercialisation des produits avicoles, de ses textes d'application et du code de procédures n°.....du/...../2006 et m'engage à respecter les termes de ce code de procédures.

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir m'accorder une autorisation d'exercice de l'activité de mon/mes unités.....située(s) au
Je joints à cette demande un dossier comprenant les pièces exigées.

Fait à, le

**NOM, PRENOM ET SIGNATURE
DU DEMANDEUR**

MODELE N° 2

Contrat d'encadrement et de suivi sanitaires

Vu la loi n° 49-99 relative à la protection sanitaire des élevages avicoles, au contrôle de la production et la commercialisation des produits avicoles, promulguée par dahir n° 1-02-119 du 1 rabii II 1423 (13 juin 2002).

Vu le Décret n°2-04-684 du 27 décembre 2004 pris pour l'application de la loi n° 49-99 relative à la protection sanitaire des élevages avicoles, au contrôle de la production et la commercialisation des produits avicoles.

Vu la loi 21/80 relative à l'exercice de la médecine, de la chirurgie et de la pharmacie vétérinaire privées.

Vu le Dahir portant loi n°1.75.292 du 5 Chaoual 1397 (19 Septembre 1977) édictant les mesures propres pour garantir les animaux domestiques contre les maladies contagieuses.

Vu le code de procédures n° du / /2006 pour l'octroi d'autorisation d'exercice de l'activité d'élevage avicole et des couvoirs.

Le présent contrat est passé entre le vétérinaire sanitaire mandaté et l'agriculteur possédant l'unité ou les unités, ci-après désignés :

-
-

Drci-dessous désigné « Le vétérinaire »
N° de la carte professionnelle : ;Année:; N° C.I.N :
Adresse professionnelle :
N° de Téléphone:.....;GSM:.....;N° Fax :
N° et date du mandat sanitaire :

D'une part

Et

Pour les sociétés :

Société (raison sociale):
Adresse professionnelle :
Nom et prénom du responsable:
N° de la C.I.N. :; Tél. : GSM: Fax :
Registre de commerce :; N° de patente :
I.F. :; C.N.S.S. :
N° d'autorisation :

Pour les particuliers :

Nom et prénom :
N° de la C.I.N. :; Tél. : GSM: Fax :
Registre de commerce :; N° de patente :
Adresse professionnelle:; C.N.S.S. :
N° d'autorisation :

D'autre part,

ARTICLE 1 : Le présent contrat a pour objet l'encadrement sanitaire et le suivi sanitaire des unités avicoles appartenant à

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DE L'AVICULTEUR

Monsieur/Madame ou la Société.....m'engage à :

- ☞ Respecter les recommandations du vétérinaire sanitaire ;
- ☞ Aviser le vétérinaire en cas de problèmes sanitaires ou de mortalités anormales;
- ☞ Tenir à jour le registre d'élevage, et tous les renseignements relatifs aux mouvements des poussins / des œufs à couvrir notamment les entrées, les sorties, les mortalités, les investigations sanitaires réalisées (prélèvements pour analyses et résultats obtenus, vaccinations etc...) et ventes éventuelles;
- ☞ Mettre ledit registre à la disposition du vétérinaire sanitaire ;
- ☞ Respecter les vides sanitaires nécessaires.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DU VETERINAIRE

Dr.....m'engage à :

☞ Assurer le contrôle et le suivi sanitaires des poussins d'un jour/ œufs à couvrir dans l'ensemble des unités objet du présent contrat

- ☞ Déclarer au service vétérinaire local tous les cas des maladies légalement contagieuses ou mortalités anormales, immédiatement après leur constatation;
- ☞ Contrôler les vides sanitaires et les mesures d'hygiène devant être réalisés avant l'introduction de toute nouvelle bande.
- ☞ Viser le registre de suivi sanitaire au moins une fois par mois et lors de chaque visite de l'unité.

ARTICLE 4 : VALIDITE DU CONTRAT : Le présent contrat est renouvelable par tacite reconduction sauf résiliation par l'un des contractants.

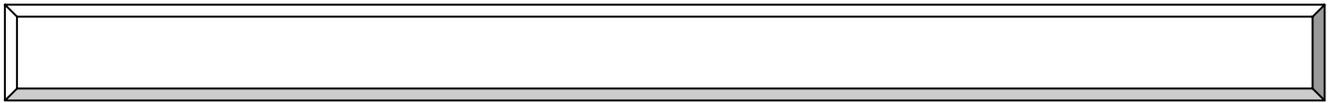
ARTICLE 5 : RESILIATION DU CONTRAT : En cas de non respect par l'une ou l'autre partie contractantes des clauses du présent contrat, celui-ci sera résilié et l'aviculteur ou le vétérinaire sanitaire doit en informer le Service vétérinaire local et lui faire parvenir un nouveau contrat dans la huitaine qui suit la résiliation.

Fait à , le

NOM ET PRENOM
DE L'AVICULTEUR
SIGNATURE LEGALISEE

NOM ET PRENOM DU
VETERINAIRE SANITAIRE
SIGNATURE LEGALISEE

MODELE N° 3



Caractéristiques de l'exploitation

| | | |
|---|---|--|
| Autorisation N° | | |
| Agrément d'importation N° | | |
| Nom et adresse de l'exploitation | | |
| | Coordonnées (facultatif) : X : Y : Z : | |
| Détenteur | Nom & Prénom : | |
| | Adresse : | |
| Personne chargée de la tenue du registre | Nom & Prénom : | |
| | Fonction : | |
| | Période de tenue de registre : duau | |
| Vétérinaire encadrant | Nom & Prénom : | |
| | Adresse : | |
| Poussins mis en place | Date : | |
| | Effectif : | |
| | Couvoir de provenance : | |
| | Espèce : | |
| | Type : | |
| | Souche : | |

Fiche « élevage de reproducteurs »

Semaine du / / au / /

Age du troupeau :

semaine (s)

| Date | Mortalité | | | | Aliment/jour | | Production d'OAC | | Anomalies sanitaires | | |
|-------|-------------|------|---------|------|--------------|------|------------------|-----|----------------------------|-------------|----------|
| | Journalière | | Cumulée | | | | | | Description et traitements | Références | |
| | Poules | Coqs | Poules | Coqs | Poules | Coqs | Jour | Cum | | Ordonnances | Analyses |
| | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | |
| TOTAL | | | | | | | | | | | |

Visa du détenteur :

Visa du vétérinaire encadrant :

Page

Fiche « Destination des oeufs à couvrir (O.A.C.) produits »

| Référence des œufs produits | Date | Destination | Référence n°BL |
|--|-------------|--------------------|---------------------------|
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |

Fiche « Destination des animaux enlevés »

| e | | Nombre | s | Nom du client | Destination (transfert) | Référence n°BL |
|--------------|--|--------|---|---------------|-------------------------|----------------|
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| Total | | | | - | - | - |

Instructions concernant la tenue du registre : **cas des fermes de reproducteurs**

1. Le détenteur est responsable de la garde et la bonne tenue du registre conformément aux dispositions réglementaires telles que définies par l'Arrêté du Ministre de l'Agriculture et de Développement Rural et des Pêches Maritimes n°2126-05 du 15 décembre 2005 fixant la forme et le contenu du registre de suivi sanitaire des élevages avicoles et des couvoirs.

2. Le détenteur consigne de façon chronologique, dans un document unique pour chaque lot de volailles, les données relatives aux mouvements des animaux, à leur entretien et aux soins qui leur sont apportés.

3. Le détenteur doit classer en annexe du registre tous les documents et les justificatifs relatifs aux interventions techniques et sanitaires concernant le troupeau notamment :
 - a. Les bulletins d'analyses de laboratoire ;
 - b. Les comptes rendus des suivis ou les bilans sanitaires ;
 - c. Les ordonnances vétérinaires ;
 - d. Les bons de livraison de poussins ;
 - e. Les bons de livraison d'aliments ;
 - f. Tout autre document mentionné sur la feuille du suivi.

4. Le vétérinaire encadrant doit viser le registre au moins une fois par mois et lors de chaque visite en précisant la date de l'intervention.

5. Le registre doit être conservé dans l'exploitation pendant une durée minimale de deux années à partir de la date d'enlèvement des reproducteurs.

MODELE N° 4



Caractéristiques de l'établissement

| | | |
|---|---|--|
| Raison sociale | | |
| Nom et adresse | Coordonnées (facultatif) : X : Y : Z : | |
| Autorisation N° | | |
| Agrément d'importation N° | | |
| Détenteur | Nom & Prénom : | |
| | Adresse : | |
| Personne chargée de la tenue du registre | Nom & Prénom : | |
| | Fonction : | |
| | Période de tenue de registre : duau | |
| Vétérinaire encadrant | Nom & Prénom : | |
| | Adresse : | |
| Production | Espèce : | |
| | Type : | |
| | Souche : | |

Fiche « O.A.C. reçus »

| Référence Oeufs reçus (Ferme + n° de lot) | Date | Référence n°BL | | | |
|---|------|-------------------|-------|-----------|------------|
| | | | Total | élémi nés | incubables |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| Total | | | | | |

Fiche « oeufs mis en incubation »

| Référence OAC (Ferme + n° de lot) | Date d'incubation | Nombre OAC incubés | Date d'éclosion | Poussins | | | Observations (anomalies d'incubation et d'éclosion) |
|--|----------------------|--------------------------|--------------------|----------|-----------------|----------------|---|
| | | | | Eclos | Ecart de tri | commercialisés | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| Total | | | | | | | |

Visa du détenteur :

Visa du vétérinaire encadrant :

Page

Fiche « poussins commercialisés »

| Date d'éclosion | BL N° | Nombre de poussins livrés | Référence OAC | Client | | |
|-----------------|-------|---------------------------|---------------|--------------|------------------------------------|-------------------------------|
| | | | | Nom & Prénom | Adresse de la ferme de destination | N° d'autorisation de la ferme |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

Visa du détenteur :

Visa du vétérinaire encadrant :

Page

Instructions sur la tenue du registre : **cas des couvoirs**

1. Le détenteur est responsable de la garde et la bonne tenue du registre conformément aux dispositions réglementaires telles que définies par l'Arrêté du Ministre de l'Agriculture et de Développement Rural et des Pêches Maritimes n°2126-05 du 15 décembre 2005 fixant la forme et le contenu du registre de suivi sanitaire des élevages avicoles et des couvoirs.
2. Les données doivent être enregistrées et classées par ordre chronologique dans un document unique.
3. Le détenteur doit classer, en annexe du registre, tous les documents et justificatifs relatifs aux mouvements des animaux ; les bons de livraison doivent comprendre le numéro d'autorisation, l'adresse de l'exploitation de destination et l'effectif de poussins.
4. Le registre de suivi sanitaire doit être visé régulièrement par le détenteur et par le vétérinaire sanitaire encadrant, et tenu à la disposition des services vétérinaires.
5. Le vétérinaire encadrant doit viser le registre au moins une fois par mois et lors de chaque visite en précisant la date de son intervention.
6. Chaque année un registre de suivi sanitaire du couvoir est ouvert du 1er Janvier au 31 Décembre ; il doit être conservé au niveau du couvoir pendant une durée minimale de deux (2) années à partir de sa fermeture.

MODELE N° 5

**Registre de suivi sanitaire des
fermes d'élevage de volailles de type chair**

Caractéristiques de l'exploitation

| | | |
|---|---|--|
| Autorisation N° | | |
| Agrément d'importation N° | | |
| Adresse de l'exploitation | | |
| | Coordonnées (facultatif) : X : Y : Z : | |
| Détenteur | Nom & Prénom : | |
| | Adresse : | |
| Personne chargée de la tenue du registre | Nom & Prénom : | |
| | Fonction : | |
| | Période de tenue de registre : duau | |
| Vétérinaire encadrant | Nom & Prénom : | |
| | Adresse : | |
| Poussins mis en place | Date : | |
| | Effectif : | |
| | Couvoir de provenance : | |
| | Espèce : | |
| | Souche : | |

Fiche « élevage de poussins de type chair »

Semaine du / / au / /

| Date | | Mortalité | | Alimentation | | Problèmes sanitaires (nature et traitements) | | |
|-----------------|--|-----------|---------|--------------|---------|--|----------------|----------|
| | | Journal | Cumulée | Journal | Cumulée | Description et traitements (nom commercial des médicaments, voie d'administration, doses, ...) | Références des | |
| | | | | | | | Ordonnances | Analyses |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| TTotal/Sem S | | - | | - | | | | |

Visa du détenteur :

Visa du vétérinaire encadrant :

Page

Fiche « Destination des volailles de type chair enlevées »

| Date | Age | Nombre | Poids | Nom du client | Etablissement de destination |
|--------------|-----|--------|-------|---------------|---------------------------------|
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| Total | | | | | |

Instructions sur la tenue du registre : **Cas des volailles de type chair**

1. Le détenteur est responsable de la garde et la bonne tenue du registre conformément aux dispositions réglementaires définies par l'Arrêté du Ministre de l'Agriculture et de Développement Rural et des Pêches Maritimes n°2126-05 du 15 décembre 2005 fixant la forme et le contenu du registre de suivi sanitaire des élevages avicoles et des couvoirs.

2. Le détenteur consigne de façon chronologique, dans un document unique pour chaque bande de volailles, les données suivantes relatives aux mouvements des animaux, à leur entretien et aux soins qui leur sont apportés.

3. Le détenteur doit classer en annexe du registre tous les documents et les justificatifs relatifs aux interventions techniques et sanitaires concernant le troupeau notamment :
 - a. Les bulletins d'analyses de laboratoire ;
 - b. Les comptes rendus des suivis ou les bilans sanitaires ;
 - c. Les ordonnances vétérinaires ;
 - d. Les bons de livraison de poussins ;
 - e. Les bons de livraison d'aliments ;
 - f. Tout autre document mentionné sur la feuille du suivi.

4. Le vétérinaire encadrant doit viser le registre au moins une fois par mois et lors de chaque visite en précisant la date de l'intervention.

5. Le registre doit être conservé sur l'exploitation pendant une durée minimale d'une année à partir de la date d'enlèvement des volailles.

MODELE N° 6



Caractéristiques de l'exploitation

| | | |
|---|---|--|
| Autorisation N° | | |
| Agrément d'importation N° | | |
| Adresse de l'exploitation | | |
| | Coordonnées (facultatif) : X : Y : Z : | |
| Détenteur | Nom & Prénom : | |
| | Adresse : | |
| Personne chargée de la tenue du registre | Nom & Prénom : | |
| | Fonction : | |
| | Période de tenue de registre : duau | |
| Vétérinaire encadrant | Nom & Prénom : | |
| | Adresse : | |
| Poussins mis en place | Date : | |
| | Effectif : | |
| | Couvoir de provenance : | |
| | Souche : | |

Fiche « élevage de poules pondeuses »

Semaine du / / au / / (S)

Age du troupeau : semaine

| Date | Mortalité | | Alimentation | | Production d'Oeufs | Problèmes sanitaires (nature et traitements) | | |
|-------|-------------|---------|--------------|--------|--------------------|--|----------------|----------|
| | Journalière | Cumulée | journ | cumulé | | Description et traitements | Références des | |
| | | | | | | | Ordonnances | Analyses |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| TOTAL | | | | | | | | |

Visa du détenteur :
Page

Visa du vétérinaire encadrant :

Fiche « destination des oeufs de consommation produits »

| Référence des oeufs produits | Date | Destination | Référence n°BL |
|---------------------------------|------|-------------|-------------------|
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |

Fiche « destination des animaux enlevés »

| Date | Age | Nombre | Poids | Nom du client | Destination | Référence n°BL |
|--------------|-----|--------|-------|---------------|-------------|-------------------|
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| Total | | | | | | |

Instructions sur la tenue du registre : **cas des poules pondeuses**

1. Le détenteur est responsable de la garde et la bonne tenue du registre conformément aux dispositions réglementaires telles que définies par l'Arrêté du Ministre de l'Agriculture et de Développement Rural et des Pêches Maritimes n°2126-05 du 15 décembre 2005 fixant la forme et le contenu du registre de suivi sanitaire des élevages avicoles et des couvoirs.

2. Le détenteur consigne de façon chronologique, dans un document unique pour chaque bande de volailles, les données suivantes relatives aux mouvements des animaux, à leur entretien et aux soins qui leur sont apportés.

3. Le détenteur doit classer en annexe du registre tous les documents et les justificatifs relatifs aux interventions techniques et sanitaires concernant le troupeau notamment :
 - a. Les bulletins d'analyses de laboratoire ;
 - b. Les comptes rendus des suivis ou les bilans sanitaires ;
 - c. Les ordonnances vétérinaires ;
 - d. Les bons de livraison de poulettes ;
 - e. Les bons de livraison d'aliments ;
 - f. Tout autre document mentionné sur la feuille du suivi.

4. Le vétérinaire encadrant doit viser le registre au moins une fois par mois et lors de chaque visite en précisant la date de l'intervention.

5. Le registre doit être conservé sur l'exploitation pendant une durée minimale de deux années à partir de la date d'enlèvement pour les poules pondeuses.

MODELE N° 7

N° A²/B³/C⁴/D⁵/E⁶/F⁷ du... /.../....

Vu la loi n° 49-99 relative à la protection sanitaire des élevages avicoles, au contrôle de la production et la commercialisation des produits avicoles, promulguée par dahir n° 1-02-119 du 1 rabii II 1423 (13 juin 2002).

Vu le Décret n°2-04-684 du 27 décembre 2004 pris pour l'application de la loi n° 49-99 relative à la protection sanitaire des élevages avicoles, au contrôle de la production et la commercialisation des produits avicoles.

Vu l'Arrêté du Ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et des Pêches Maritimes n° 2124-05 du 15 décembre 2005 fixant les pièces composant la demande d'autorisation pour l'exercice des activités d'élevage avicole, de couvaison d'œufs, de transport et de distribution de volailles vivantes ainsi que pour la création de centres d'emballage ou de transformation d'œufs, d'abattoirs avicoles, d'établissements de découpe, de transformation, de conditionnement, de congélation des viandes et la commercialisation desdites viandes et œufs de consommation.

Vu l'Arrêté du Ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et des Pêches Maritimes n° 2127-05 du 15 décembre 2005 fixant les exigences sanitaires et hygiéniques communes et spécifiques auxquelles doivent répondre les locaux, les équipements et le fonctionnement des élevages avicoles et/ou des couvoirs.

Vu l'Arrêté du Ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et des Pêches Maritimes n° 2129-05 du 15 décembre 2005 fixant les distances minimales à respecter entre une ferme d'élevage avicole et une autre, ou entre une ferme d'élevage avicole et un couvoir ou entre deux couvoirs.

Sur la base de la demande n°de (société/personne physique), représentée par Monsieur (pour les sociétés)

Vu le procès verbal établi par la commission d'évaluation en date du .../.../.....

L(es)'unité(s).....sise(s) au
..... sise(s) au
..... sise(s) au
..... sise(s) au

répondent aux dispositions des textes cités ci-dessus pour l'exercice de l'activité d'élevage avicole / couvaison (rayer la mention inutile) par la société/personne physique qui se voit attribuée(s) le numéro d'autorisation visé en marge.

Sous réserve de l'application de la réglementation en vigueur. Le non respect des conditions requises en la matière entraînera automatiquement la suspension ou le retrait de cette autorisation.

La présente autorisation ne dispense pas de l'application des autres dispositions prévues par la législation et la réglementation en vigueur.

| | |
|---|--|
| Signature et cachet du Chef Du Service Vétérinaire Local | |
|---|--|

Codification

- 1 : DPA/SV deou ORMVA/SE de
- 2 : A : Numéro d'enregistrement au niveau du service émetteur avec le code de sa province ;
- 3 : B : Type d'activité (VV : Volailles vivantes, OAC : Oeufs à couvrir, OC : Oeufs destinés à la consommation).
- 4 : C : Année d'octroi de l'autorisation.
- 5 : D : Type d'activité (El : Elevage, Ac : Accoupage)
- 6 : E :Espèce (Pou : Poule, D : Dinde, C : Canard, O : Oie, Pin : Pintade, Ca : caille, Pig : Pigeons, F : Faisan, Per : Perdrix, A : Autruche).
- 7 : F : Sous type d'activité (Po : Ponte, Rp : Reproducteurs, Ch : Chair, Ga : Gavage)

Code des Préfectures et Provinces du Maroc

| CODE | PROVINCES ET PREFECTURES | CODE | PROVINCES ET PREFECTURES |
|------|--------------------------|------|---------------------------|
| 1 | AGADIR IDA OU-TANANE | 35 | JERADA |
| 2 | AIN CHOCK-HAY HASSANI | 36 | KENITRA |
| 3 | AIN SEBAA HAY MOHAMMADI | 37 | KHEMISSET |
| 4 | AL FIDA DERB-SULTAN | 38 | KHENIFRA |
| 5 | AL HAOUZ | 39 | KHOURIBGA |
| 6 | AL HOCEIMA | 40 | LARACHE |
| 7 | AL ISMAILIA | 41 | MARRAKECH |
| 8 | AOUSSERD | 42 | MEKNES EL MENZEH |
| 9 | ASSA-ZAG | 43 | MOHAMMADIA |
| 10 | AZILAL | 44 | MOULAY RACHID SIDI OTHMAN |
| 11 | BEN M'SICK MEDIOUNA | 45 | NADOR |
| 12 | BEN SLIMANE | 46 | OUARZAZATE |
| 13 | BENI MELLAL | 47 | OUJDA-ANGAD |
| 14 | BERKANE | 48 | RABAT |
| 15 | BOUJDOUR | 49 | SAFI |
| 16 | BOULEMANE | 50 | SALE AL JADIDA |
| 17 | CASABLANCA-ANFA | 51 | SALE MEDINA |
| 18 | CHEFCHAOUEN | 52 | SEFROU |
| 19 | CHICHAOUA | 53 | SETTAT |
| 20 | CHTOUKA AIT-BAHA | 54 | SIDI BERNOUSSI-ZENATA |
| 21 | DAKHLA | 55 | SIDI KACEM |
| 22 | EL HAJEB | 56 | SIDI YOUSSEF BEN ALI |
| 23 | EL JADIDA | 57 | SKHIRATE-TEMARA |
| 24 | EL KELAA DES SRAGHNA | 59 | TANGER - ASSILAH |
| 25 | ERRACHIDIA | 58 | TAN-TAN |
| 27 | ESSAOUIRA | 60 | TAOUNATE |
| 26 | ES-SEMARA | 61 | TAOURIRT |
| 28 | FAHS BNI MAKADA | 62 | TAROUDANNT |
| 30 | FES EL JADID DAR DBIBAGH | 63 | TATA |
| 29 | FES-MEDINA | 64 | TAZA |
| 31 | FIGUIG | 65 | TETOUAN |
| 32 | GUELMIM | 66 | TIZNIT |
| 33 | IFRANE | 67 | ZAGORA |
| 34 | INEZGANE-AIT-MELLOUL | 68 | ZOUAGHA My YACOUB |